

08-05-1995

COMMISSION PERMANENTE DE CONTROLE LINGUISTIQUE

**Commission siégeant sections réunies
Séance du 4 mai 1995**

Présents:

madame A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS, président

Section française:

messieurs JACOBS, BERTOUILLE, LURQUIN et MOORAT,
membres effectifs

Section néerlandaise:

messieurs CROISIAU et VAN EECKAUTE,
membres effectifs
madame CLAES, membre suppléant

Secrétaires:

monsieur BUSINE, directeur d'administration
monsieur VAN SANTEN, directeur
d'administration - adjoint bilingue

27.018/I/P
TVS/RV

Par lettre du 30 janvier 1995, complétée par celle du 3 avril 1995, le ministre des Pensions a demandé l'avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique au sujet d'un projet d'arrêté royal fixant les cadres linguistiques des services centraux de l'Office national des Pensions (O.N.P.).

Ce projet résulte d'une adaptation du cadre organique suite à la radioscopie et à la restructuration de la carrière des agents. Le cadre organique sur lequel le projet de cadre linguistique est basé, a obtenu l'accord commun du ministre de la Fonction publique et du ministre du Budget, le 30 mars 1995.

Le ministre propose de répartir comme suit les 1.509 emplois des services centraux, à l'exception des emplois en extinction, entre les cadres linguistiques (article 1er du projet d'A.R.):

Degrés de la hiérarchie	Cadre F.	Cadre N.	Cadre bilingue	
			F	N
1	4	4	-	-
2	10	10	4	4
3	28	30		
4	28	32		
5	46	52		
6	373	413		
7	191	211		
8	33	36		
Total	713	788	4	4

La proposition ministérielle donne la répartition suivante: 52,5%N - 47,5%F.

A l'article 2 du projet, les 115 emplois en extinction sont répartis comme suit entre les cadres linguistiques:

Degrés de la hiérarchie	Cadre F.	Cadre N.
1	-	1
7	52	62

Les organisations syndicales reconnues à l'Office national des Pensions ont été consultées conformément à l'article 54, 2ième alinéa, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966 (L.L.C.).

Sur la base des articles 43, § 3, 5ième alinéa, 60, § 1er, et 61, § 5, des L.L.C., la Commission permanente de Contrôle linguistique, siégeant sections réunies, a examiné ce projet en ses séances des 20 avril et 4 mai 1995, et a émis l'avis suivant.

1. De la répartition des emplois de direction.

Le nombre des emplois bilingues correspond à 22,22% du nombre total des emplois (8 sur 36).

Toutefois, le projet répartit 8 emplois au premier degré de la hiérarchie du cadre permanent et 1 emploi au cadre d'extinction, emploi qui viendra effectivement à disparaître au départ de son titulaire actuel.

L'égalité numérique, prescrite à l'article 43, § 3, des L.L.C. n'est donc, en principe, pas respectée. Partant, la C.P.C.L. attire l'attention sur l'insécurité juridique pouvant résulter de cette situation, ainsi que sur la nécessaire régularisation de cette dernière par le biais d'une modification formelle, aussi bien du cadre organique que des cadres linguistiques du moment.

Des considérations inspirées par les besoins du service ne peuvent entraver l'application des lois linguistiques coordonnées, lois qui sont d'ordre public et dont le but est, précisément, l'organisation des services même (Conseil d'Etat, arrêts 16.323 du 26 mars 1974 et 16.339 du 2 avril 1974).

La C.P.C.L. émet dès lors un avis négatif quant à la proposition de répartition au premier degré de la hiérarchie. Elle insiste afin que l'arrêté royal fixant le cadre organique soit modifié par un arrêté royal complémentaire.

La C.P.C.L. constate, par ailleurs, que l'article 2, § 2, de l'arrêté royal du 7 avril 1995 fixant le cadre organique de l'Office national des Pensions (M.B. du 26 avril 1995) bloque temporairement un emploi d'informaticien directeur (degré 2). De ce fait, il est porté préjudice à l'application formelle de l'article 43 des L.L.C. (parité légale aux deux premiers degrés de la hiérarchie).

En exerçant son contrôle sur le respect des cadres linguistiques, la C.P.C.L. ne tiendra compte en aucun cas de cette disposition.

2. De la répartition des emplois aux degrés 3 à 8.

Le ministre a communiqué à la C.P.C.L. des données chiffrées concernant les services logistiques, le nombre de demandes de pensions, le nombre de mandats de paiement, le nombre de dossiers litigieux et le nombre de bénéficiaires de prestations.

En plus, il a fourni une description des missions de l'Office national des Pensions et l'organigramme de l'O.N.P. qui, pour ce qui est des services centraux, comprend, outre la gestion générale, 6 directions d'administration.

Parallèlement à la description des tâches à remplir par chaque service, il a également communiqué le nombre d'emplois par direction d'administration (situation au 1er avril 1995). D'autre part et complémentairement, l'O.N.P. a décrit la façon dont se déroule l'examen et le traitement des dossiers pensions.

De toutes les données communiquées a pu être déduite l'importance relative que représente chaque service à l'égard de tout l'office:

1. Gestion générale:	44/1498 emplois =	2,94%
2. Services généraux administratifs:		
	164/1498 emplois =	10,94%
3. Services financiers généraux:		
	158/1498 emplois =	10,54%
4. Service de pensions N.:		
	177/1489 emplois =	11,82%
5. Services de pensions F.:		
	163/1498 emplois =	10,89%
6. Centre de traitement de l'information:		
	139/1498 emplois =	9,28%
7. Services de paiement:		
	653/1498 emplois =	43,59%

Le volume de travail peut également être fixé par service:

1. Gestion générale		50%N.- 50%F.
2. Services généraux administratifs		
- Service du personnel}	}	
- Courrier, expédition,	}	
téléphonie, dactylo-	}	52,50%N.- 47,50%F.
graphie	}	
- Gérance de la tour,	}	
traduction, immeubles	}	50%N.- 50%F.
marchés, économat	}	
3. Services financiers généraux		
- Comptabilité générale, budget, études	}	
financières et techniques, gestion des	}	50%N.- 50%F.
fonds	}	
- Hypothèques, perception des cotisations	}	52,50%N.- 47,50%F.
4. Services de pensions F. et N.		58,37%N.- 41,63%F.
5. Centre de Traitement de l'Information		
- pour 40% des activités:		50%N.- 50%F.
- pour 60% des activités:		52,5%N.- 47,5%F.
6. Services de paiement		53,60%N. - 46,40%F.

Compte tenu de l'importance relative que représente chaque direction d'administration à l'égard de tout l'O.N.P., son volume global de travail se chiffre à 53,13%N.- 46,87%F. soit, en arrondissant: 53%N.- 47%F.

Dès lors, la Commission permanente de Contrôle linguistique ne peut pas donner son accord sur la répartition proposée par le ministre, soit 52,50%N. - 47,50%F. La répartition proposée par la C.P.C.L. (53%N. - 47%F.) implique en effet un glissement de 8 emplois du cadre français au cadre néerlandais. Par conséquent, une adaptation des cadres linguistiques aux degrés 3 à 8 s'impose.

Le présent avis est notifié à monsieur le ministre des Pensions qui, conformément à l'article 61, § 3, 2ième alinéa, des L.L.C., est invité à communiquer à la Commission permanente de Contrôle linguistique, la suite qu'il lui réservera.

Fait à Bruxelles, le 4 mai 1995

Les Secrétaires,

Le Président,

Th. VAN SANTEN J.M. BUSINE.

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS.